

Importance de la collaboration réelle entre les gouvernants Africains et leurs leaders traditionnels dans la promotion de la paix, la sécurité et le développement durable.

Par

Nana Manwanina Kiumba

Conseillère spéciale sur la formation des jeunes et le développement du capital humain de l'Assemblée Royale de l'Afrique Unie.

*Je crois à une Afrique
développée, prospère et unie,
fondée sur la croissance
inclusive et le développement
durable*



Le continent Africain est désormais au cœur des préoccupations de développement dans lesquelles sont engagés ses dirigeants depuis plusieurs années. Ces derniers se battent sans relâche pour trouver des issues à partir desquelles le continent pourrait jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Il est nécessaire si pas indispensable de réfléchir sur une nouvelle forme de collaboration qui prendrait en compte la collaboration réelle et l'implication effective des leaders traditionnels ou chefs traditionnels, capables de participer au relèvement de plusieurs défis comme ceux en rapport avec la paix, la sécurité et le développement durable.

Rappelons ici, le grand projet de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) qui est étroitement lié à l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations Unies. De nombreux Etats membres de l'UA ont élaboré des plans nationaux de développement destinés à transformer leurs visions nationales en programmes et projets visant à assurer le développement national et le progrès social. La mise en œuvre d'un tel plan se heurte à plusieurs obstacles et problèmes entre autres, la non implication effective des leaders traditionnels capables de collaborer sincèrement avec ses dirigeants pour représenter la volonté directe du peuple et servir de base à la prise de décision politique.

Cette réalité justifie et encourage la mission de l'Assemblée Royale de l'Afrique Unie (UARA) qui est celle d'unir le leadership traditionnel à travers l'Afrique et soutenir les aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA ainsi que les objectifs de développement durable, en promouvant la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et la stabilité, grâce à des initiatives portant sur la faim, l'éducation, les systèmes de connaissances autochtones, la santé, la croissance économique et la protection de l'environnement, dans le souci de contribuer à un développement holistique.

Pour rappel, parmi les valeurs que prône l'Assemblée Royale de l'Afrique Unie figure aussi celle en rapport avec la collaboration en travaillant en partenariat avec les parties prenantes pour atteindre des objectifs et des aspirations communs pour la prospérité de l'Afrique. La collaboration dont il est question dans ce contexte du développement suppose la prise en compte de l'inclusion, c'est à dire, reconnaître que chaque individu est membre à part entière de la société et peut y participer de manière significative. Chose qui justifie la nécessité d'impliquer les leaders traditionnels dans la prise de certaines décisions, du fait qu'ils détiennent le pouvoir d'imposer à leurs populations le respect des valeurs traditionnelles et coutumières.

Nous référant à la cinquième et sixième aspiration de l'agenda 2063, l'UA aspire avoir une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, des valeurs et d'éthiques partagées. Elle souhaite que le Panafricanisme et la communauté d'histoire, de destin, d'identité, d'héritages, de respect de la diversité religieuse et de conscience des peuples d'Afrique et de sa diaspora soient fortement ancrés, dans le but de promouvoir la renaissance culturelle africaine. Encore, elle soutient l'exploitation du riche patrimoine et de la culture de l'Afrique, pour faire en sorte que les arts créatifs contribuent de manière significative à la croissance et à la transformation de l'Afrique ainsi que la restauration et la préservation du patrimoine culturel, y compris de ses langues.

Vouloir d'une Afrique inclusive où aucun enfant, aucune femme, aucun homme ne sera délaissé ou exclu sur base du sexe, de l'appartenance politique, de la religion, de l'appartenance ethnique, de la localité, de l'âge ou de tout autre facteur, c'est orienter ses efforts vers un développement axé sur les populations, s'appuyant sur le potentiel des femmes et des jeunes et se souciant du bien-être des enfants, où tous les citoyens africains seront activement impliqués dans tous les aspects de la prise de décisions.

Qualité et Rôle des leaders traditionnels dans la recherche de la paix, la sécurité et le développement durable.

1. Qualité des leaders traditionnels

Il est sans contestation aujourd'hui que les empires, les royaumes et les chefferies royales et traditionnelles à travers l'Afrique ont une influence soit positive, soit négative sur leurs populations respectives. Aimé Dounian (2022) explique que si avant le renouveau constitutionnel, le chef traditionnel était considéré comme un simple collaborateur de l'administration, avec le nouveau constitutionnalisme, il apparaît désormais comme un organe traditionnel doté de multiples pouvoirs au sein de son territoire de commandement en tant que garant des us et coutumes.

A titre illustratif, comme dans plusieurs autres pays africains, en République démocratique du Congo (RDC), les chefs coutumiers jouent un rôle majeur, qui n'a jamais été remis en cause depuis l'époque coloniale et qui a même été renforcé par les évolutions institutionnelles et politiques depuis l'indépendance. Dans un pays-continent constitué d'immenses espaces ruraux où l'Etat n'a pas un contrôle total, les chefs coutumiers sont les premiers policiers, magistrats, collecteurs d'impôts et gestionnaires du foncier. Ces tâches ont été consacrées par les lois coloniales et ont été réaffirmées dans la reconnaissance de la loi sur le statut des chefs coutumiers adoptée en 2015.

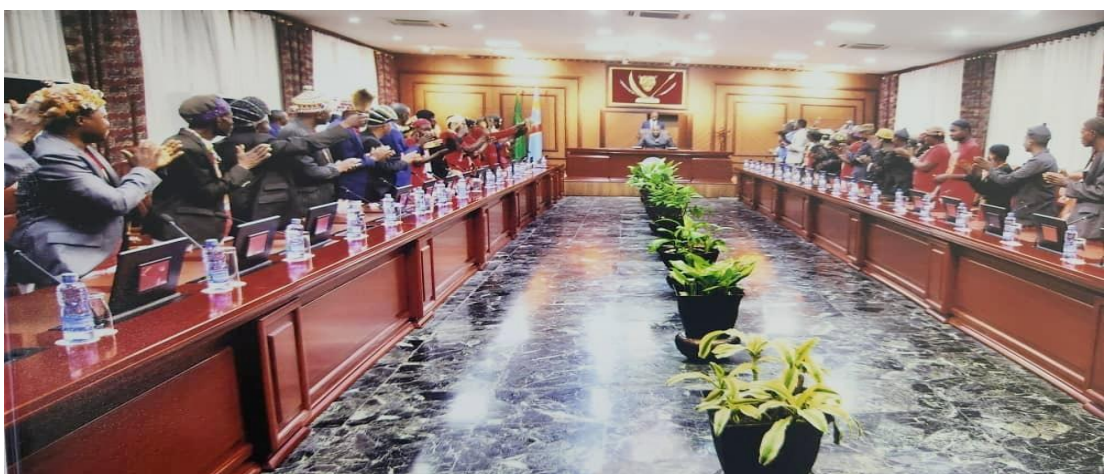


Image 1. Réception de quelques leaders traditionnels Congolais par le Président Félix-Antoine TSHISEKEDI

Dans le contexte de la R.D. Congo et dans celui de plusieurs pays africains, les pouvoirs politiques traditionnel et moderne s'influencent mutuellement qu'ils ont chacun emprunté certaines caractéristiques de l'autre. D'où l'hybridation des pouvoirs politiques traditionnel et moderne.

Bien que le pouvoir traditionnel soit reconnu, l'existence et l'apport des leaders traditionnels semble être pris en compte partiellement par certains gouvernants africains qui pourtant, ont soutenu la décentralisation comme un nouveau mode de gestion des affaires publiques de l'État. Cadre ayant permis de promulguer les lois fixant Statut des Chefs Coutumiers et reconnaissant l'autorité coutumière. Un chef traditionnel est pourtant le représentant du commandement traditionnel dans la mesure où il est le gardien des us et coutumes dans les conditions fixées par le législateur. La consécration du chef traditionnel comme gardien des us et coutumes implique que ce dernier soit dépositaire du commandement traditionnel dans sa collectivité territoriale. Le commandement traditionnel étant le pouvoir d'imposer aux sujets le respect des valeurs traditionnelles et coutumières d'une communauté. À cet effet, ces valeurs varient d'une communauté à une autre et le chef traditionnel en est le garant.

2. Rôle des leaders traditionnels

Quand à leurs rôles dans nos sociétés, nous reconnaissons que la collaboration entre les gouvernants africains et les leaders traditionnels est importante pour la paix, la sécurité et le développement durable en Afrique. Les leaders traditionnels ont une connaissance approfondie de leur communauté et de ses besoins, ce qui fait d'eux des partenaires cruciaux pour les gouvernants dans la mise en place de politiques et de programmes efficaces. Leurs conseils peuvent contribuer à la résolution de conflits, à la promotion de la cohésion sociale et à la préservation des ressources naturelles, éléments fondamentaux pour le développement durable. En collaborant étroitement, les gouvernants et les leaders traditionnels peuvent créer des initiatives plus inclusives et adaptées aux besoins spécifiques des communautés, favorisant ainsi la paix, la sécurité et le développement durable en Afrique.

Les leaders traditionnels ont joué un rôle crucial dans la recherche de la paix, la sécurité et le développement durable dans de nombreuses sociétés à travers l'histoire. Leur influence et leur autorité morale peuvent être utilisées pour promouvoir la résolution pacifique des conflits, pour encourager la coopération entre les communautés et pour soutenir des initiatives de développement durable. Leur connaissance des coutumes et des traditions locales peut également être précieuse pour créer des stratégies qui respectent la culture et les valeurs des communautés. En fin de compte, les leaders traditionnels ont un potentiel important pour contribuer à la réalisation d'objectifs de paix, de sécurité et de développement durable dans leurs sociétés respectives.

Puisque la mise en application du concept de culture de la paix en Afrique nécessite une approche endogène, holistique et transdisciplinaire, associant tous les acteurs, au niveau intergouvernemental, gouvernemental, communautaire et dans tous les secteurs, les pouvoirs coutumiers sont les institutions détentrices d'un pouvoir autonome au niveau local. La légitimité de ces pouvoirs traditionnels réside non seulement dans leur immersion dans le milieu et les réalités sociales et culturelles locales, mais aussi dans le fondement ancestral dont ils se réclament.

Ces gestionnaires de terres sont les seuls à détenir par moment la primeur des informations sur tout ce qui se passe sur leurs terres. Collaborer avec eux permettrait d'avoir des informations précises sur tous ce qui se passe et prendre des mesures sévères. Leur autorité morale et leur influence peuvent être utilisées pour prévenir les conflits, remédier les différends et promouvoir la réconciliation. Ils sont souvent respectés et écoutés par les membres de leur communauté, ce qui leur donne une position unique pour favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle. Leur connaissance des traditions et des coutumes locales leur permet également de promouvoir des solutions qui sont adaptées à la culture et aux besoins spécifiques de leur communauté. En fin de compte, les leaders traditionnels ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité au sein de leurs sociétés.

Pour ce qui est du développement durable au sein de leurs communautés, leur connaissance des traditions et des pratiques locales peut être essentielle pour promouvoir des initiatives de développement qui respectent la culture et l'environnement. De plus, leur autorité morale et leur influence peuvent être utilisées pour mobiliser les membres de la communauté en faveur des projets de développement durable, tels que la conservation des ressources naturelles, la gestion des déchets et

la promotion des pratiques agricoles durables. En travaillant en partenariat avec les leaders traditionnels, les organisations de développement peuvent élaborer des stratégies mieux adaptées aux besoins et aux valeurs des communautés locales, ce qui renforce les chances de succès à long terme. En fin de compte, les leaders traditionnels peuvent être des alliés précieux dans la promotion du développement durable au niveau local.

Quelques défis des leaders traditionnels

Les leaders ou chefs traditionnels font face à plusieurs défis entre autres:

- **Les conflits internes au pouvoir coutumier:** qui souvent surviennent en cas de désignation du chef coutumier, de l'usurpation du pouvoir, de la contestation des limites des entités coutumières et des terres des communautés locales, de la revendication de création de nouvelles entités coutumières, des litiges de succession au sein des familles régnantes, des luttes entre chefferies, des litiges territoriaux entre deux chefferies et sur le statut d'une chefferie par rapport à une autre, etc.
- **La politisation du pouvoir coutumier et la diminution du rôle des chefs coutumiers :** à l'occasion de l'indépendance, plusieurs lois fondamentales avaient octroyé aux chefs de chefferies le titre de chef coutumier, de notable aux chefs de groupements et leur avaient accordé d'être représentés par cooptation au Sénat ainsi que dans les assemblées provinciales. Les hommes politiques ont cantonné les chefs coutumiers à un rôle de la culture. Les réformes de la justice et du droit foncier initiées à la fin des années 1960 et poursuivies jusqu'au début des années 1990 étaient censées amputer les chefs d'une grande partie de leurs pouvoirs pour mieux asseoir la domination. Le clonage ou dédoublement des chefs pour des fins politiques, etc.
- **Manque de formation pour recycler les chefs traditionnels:** rares sont les chefs traditionnels qui participent à des activités culturelles et de des séminaires pouvant les aider à actualiser leurs connaissances. Pourtant, la plus part d'entre eux n'ont pas étudié. Il est du devoir des gouvernants de programmer régulièrement des moments d'échanges, des séminaires ou des formations pour rehausser leur niveau.
- **Problème de limitation de mandat du chef:** généralement, un chef monte au trône pour le reste de sa vie. Son mandat n'est toujours pas limité. La succession n'est possible qu'en cas de sa mort, de révocation ou d'abdication. La mort intervient, bien souvent, après que le chef ait été ruiné par des longues années d'exercice de pouvoir;
- **Problème des moyens financiers, de logement, de déplacement, etc.**

Conclusion et Préconisations

Dans les sociétés africaines modernes, le rôle que doivent jouer les « leaders traditionnels » n'est plus à démontrer ces jours. Force est de constater que, depuis l'époque du pouvoir colonial, les chefs traditionnels ont réussi à préserver leur autorité et leurs pouvoirs traditionnel. Ils ont su s'adapter aux crises de l'histoire, négocier la préservation de leur rôle avec les différents régimes qui se sont succédé, et s'imposer comme des relais ruraux pour les élites politiques urbaines. Cette adaptation reflète aussi leur propre évolution sociologique. Ils se retrouvent aujourd'hui au croisement d'intérêts locaux, provinciaux et parfois même nationaux et sont nécessairement une des parties prenantes des conflits vécus en l'Afrique. On note également que, même dans les régimes africains démocratiques, les autorités coutumières ont fait preuve de résilience et ont survécu à la démocratie locale, ce qui prouve que leurs capacités peuvent aider au développement de la nation, une fois associées réellement. Ainsi, pour la promotion de la paix, la sécurité et le développement durable en Afrique, nous recommandons qu'il ait une franche collaboration entre les gouvernants et les leaders traditionnels Africains. Que les gouvernants africains organisent des formations et séminaires pour actualiser les connaissances des leaders ou chefs traditionnels. Qu'ils veillent à ce que ce pouvoir ne soit pas politisé pour les intérêts égoïstes de certaines personnes. Nous recommandons encore l'élaboration des politiques nationales de prévention et de résolution des conflits intercommunautaires, pour garantir la paix en Afrique, sachant que les conflits les plus permanents sont ceux en rapport avec le pouvoir coutumier et les affaires foncières.

Webographie

1. Aimé Dounian «L'identité du chef traditionnel dans le nouveau constitutionnalisme en Afrique. Etude à partir de quelques Etats d'Afrique », *Jus Politicum*, n° 28 [<https://juspoliticum.com/article/L-identite-du-chef-traditionnel-dans-le-nouveau-constitutionnalisme-en-Afrique-Etude-a-partir-de-quelques-Etats-d-Afrique-1476.html>]
2. « Congo. Le processus électoral vu de l'Est », *International Crisis Group, Briefing Afrique* n° 80, 5 septembre 2011, disponible sur : d2071andvip0wj.cloudfront.net.
3. *Union Africaine* (2020); <https://au.int/fr/agenda2063/aspirations>
4. Jean BATTERY et Thierry VIRCOULON (2020), « le pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience », *Notes de l'Ifri* (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/note_battery_virdoulon_rdc_2020_complet_okes.pdf)